

Des mesures urgentes s'imposent pour arrêter l'hécatombe

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Crash d'un avion militaire à Oum El Bouaghi

Le Président Tebboune observe une minute de silence à la mémoire des deux pilotes

Page 2

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4992 - Mercredi 29 janvier 2020 - Prix : 10 DA

Genève

Les efforts de la présidence algérienne de la Conférence du désarmement salués

Page 3

La raison du plus fort n'est jamais la meilleure

Par Mohamed Habili

Quels que soient les détails, pour l'heure non encore connus, mais qu'il n'est pas bien difficile de deviner, de ce que l'administration Trump appelle dans son langage inapproprié des affaires le contrat du siècle, on peut être sûr d'une chose, c'est que les Palestiniens toutes tendances confondues n'en voudront absolument pas. En cela tout au moins, il sera impossible de glisser entre eux ne serait-ce qu'une feuille de papier à cigarette. Le président américain a attendu le 75^e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz pour faire venir à la Maison-Blanche Benjamin Netanyahu, et son rival, Benny Ganz, et s'adonner à cette comédie qui ne trompe personne consistant à leur donner la primeur de son plan de paix pour le Moyen-Orient. Il ne doit exister personne au monde pour croire que les dirigeants israéliens n'en ont pris connaissance que ces dernières heures. Ce que le monde croit en revanche, c'est qu'ils en savaient tout et depuis le début. Et pour cause, ce sont eux qui en ont dicté les termes et à Trump et à son gendre, Jared Kushner, le présumé auteur du document dont Trump devait hier dévoiler la teneur. Cela fait quelque temps déjà que ce dernier voulait en arriver là, mais les déboires électoraux de «Bibi», comme il aime appeler Netanyahu, s'y sont inscrits en faux, sans même parler des poursuites judiciaires pour corruption à l'encontre du même, qui loin de s'estomper, n'ont fait au contraire que se préciser.

Suite en page 3

Menaces sur le monde de l'épidémie coronavirus

Tebboune décide le rapatriement des Algériens établis à Wuhan



Ph/D. R.

L'épidémie de coronavirus prenant des proportions alarmantes à travers le monde, et l'Algérie n'étant pas exempte de menaces sur la santé de ses citoyens, à commencer par ceux établis en Chine, le Président Abdelmadjid Tebboune a donné hier instruction pour que soient rapatriés tous nos compatriotes résidant à Wuhan, principal foyer de cette grippe mortelle. Lire page 2

Au 23^e anniversaire de son assassinat

L'UGTA rend hommage à Abdelhak Benhamouda

Festival international du théâtre de Béjaïa

Une édition très réduite

Page 4

Page 13



Menaces sur le monde de l'épidémie coronavirus

Tebboune décide le rapatriement des Algériens établis à Wuhan

■ L'épidémie de coronavirus prenant des proportions alarmantes à travers le monde, et l'Algérie n'étant pas exempte de menaces sur la santé de ses citoyens, à commencer par ceux établis en Chine, le Président Abdelmadjid Tebboune a donné hier instruction pour que soient rapatriés tous nos compatriotes résidant à Wuhan, principal foyer de cette grippe mortelle.

Par Thinhinene Khouchi

Il est à signaler que des mesures préventives ont déjà été prises par le ministère de la Santé et autres autorités concernées, pour un maximum de prévention, aux aéroports et frontières algériennes, afin de parer à cette menace sanitaire. D'autres pays, notamment européens, ont déjà pris de telles mesures de rapatriement. Celle du Président Tebboune fait ressortir une volonté réelle de la plus haute instance du pays, de préserver la santé de nos concitoyens où qu'ils se trouvent et de mobiliser pour ce faire tous les moyens humains, financiers et matériels. Notons enfin que cette communauté algérienne vivant à Wuhan est composée de 36 étu-

dants, à transporter vers l'Algérie sur instruction du chef de l'Etat, ainsi que mentionné dans le communiqué de la Présidence : «Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a instruit, mardi 28 janvier 2020, les institutions gouvernementales concernées de prendre les mesures nécessaires au rapatriement immédiat des 36 membres de la communauté nationale établis dans la ville de chinoise de Wuhan, en majorité des étudiants, en mettant en place toutes les mesures préventives indispensables en pareille situation», précise le communiqué. «Cette décision intervient en application des engagements du Président de la République relatifs à la protection et à l'accompagnement de la communauté nationale à l'étranger et à une prise en charge rapide de leurs préoccupations, notamment en pareilles circonstances», conclut le document. Le bilan des personnes décédées à cause du nouveau coronavirus (2019-nCoV) ne cesse d'augmenter en Chine ainsi que le nombre de personnes contaminées dans plusieurs pays.

Dans son dernier bilan, la Chine a indiqué que le taux de cas confirmés de pneumonie causée par le nouveau coronavirus (2019-nCoV) s'est élevé à 4 515 et celui des personnes décédées à 106 dans 30 régions provinciales. La Commission nationale de la santé a déclaré dans son rapport quotidien que 976 patients étaient toujours dans un état critique et que 6 973 personnes étaient soupçonnées d'être infectées par le virus. Au total, 60 personnes sont sorties de l'hôpital après leur rétablissement. La province chinoise du Hubei (centre), lieu de départ de l'épidémie, a signalé à elle seule 1 291 nouveaux



PHOTO: R.

cas confirmés de pneumonie et 24 nouveaux décès. Le Premier ministre chinois, Li Keqiang, qui s'est rendu à Wuhan, capitale de la province centrale du Hubei, a demandé aux autorités locales de «ne ménager aucun effort dans la tâche capitale de prévention et de contrôle de l'épidémie, en vue de réduire les taux d'incidence et de mortalité pour protéger la vie et la santé du peuple», rapporte l'agence Chine Nouvelle. En outre, la Chine a reporté sine die le début du semestre de printemps dans les écoles, collèges, lycées, universités et établissements d'études supérieures du pays, a indiqué le ministère chinois de l'Education. En outre, un responsable chinois de la santé a indiqué que près de 6 000 professionnels de la santé venus de l'ensemble du pays ont été dépêchés par la Chine vers la province de Hubei pour lutter contre l'épidémie du nouveau coronavirus. En outre, la Chine a recommandé à ses citoyens de reporter les voyages à l'étranger pour éviter la propagation de

l'épidémie et faciliter la lutte contre ce nouveau coronavirus.

La Chine se dit totalement capable de vaincre le nouveau coronavirus

Lors d'un entretien au siège de l'ONU, l'ambassadeur chinois Zhang Jun a assuré au Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, que la Chine «a une totale capacité et confiance pour gagner la bataille contre l'épidémie» de pneumonie virale, indique un communiqué de la mission diplomatique chinoise auprès des Nations unies. Zhang Jun a reconnu que la Chine était dans «un moment crucial en exposant la situation au chef de l'ONU et les moyens mis en œuvre par Pékin pour lutter contre la maladie».

Washington appelle les Américains à éviter de partir en Chine et l'Allemagne confirme son premier cas

Les Etats-Unis ont appelé lundi dernier les Américains à éviter si possible de se rendre en Chine en raison de l'épidémie de pneumonie virale qui a déjà fait plusieurs morts. Le département d'Etat américain a émis un avis aux voyageurs encore plus catégorique pour la province du Hubei, épicentre de la contagion, en leur demandant de ne pas s'y rendre du tout. Jusqu'ici, Washington recommandait à ses ressortissants de faire preuve de prudence lors de leurs déplacements en Chine.

De son côté, l'Allemagne a confirmé son premier cas de contamination par le coronavirus chinois. En effet, le ministère bavarois de la Santé a annoncé lundi dernier qu'un homme de la région de Starnberg a été infecté par le nouveau coronavirus et placé sous surveillance médicale et à l'isolement.

L'Allemagne devient ainsi le deuxième pays d'Europe à être touché par le coronavirus après trois cas en France, confirmés le 24 janvier.

T. K.

Crash d'un avion militaire à Oum El Bouaghi Le Président Tebboune observe une minute de silence à la mémoire des deux pilotes

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a observé, hier, lors d'une visite effectuée au siège du ministère de la Défense nationale, une minute de silence à la mémoire des deux victimes du crash de l'avion militaire survenu à Oum El Bouaghi et à la mémoire du défunt moudjahid Ahmed Gaïd Salah. A l'entame de son allocution prononcée devant le général-Major Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, les commandants des forces, les chefs de départements de l'ANP, et le commandant de la première région militaire, le général-major Ali Sidane, et diffusée, via visioconférence, aux cadres et éléments de l'ANP, le Président Tebboune a demandé d'observer une minute de silence à la mémoire du regretté Ahmed Gaïd Salah. Il a demandé également d'observer une minute de silence à la mémoire des deux pilotes martyrs décédés dans le crash de l'avion militaire survenu dans la nuit de lundi à mardi à Oum El Bouaghi.

R. N.

Un mois de janvier meurtrier sur les routes

Des mesures urgentes s'imposent pour arrêter l'hécatombe

Les accidents de la circulation continuent d'ensanglanter nos routes. Il ne se passe pas un jour sans qu'au moins un accident grave ne soit signalé. Que ce soit sur le périmètre urbain ou rural, l'Algérie est championne sur ce registre.

La situation actuelle est alarmante et le constat est dramatique, car le nombre des victimes ne cesse de prendre de l'ampleur. Avec au moins 151 morts et plus de 5 300 blessés dans plus de 4 300 accidents, le mois de janvier a été particulièrement meurtrier en termes d'accidents de la circulation, selon un décompte basé sur les chiffres communiqués par les services

de la Protection civile, d'où la nécessité de prendre des mesures urgentes et efficaces pour juguler ce fléau. En dépit de différentes mesures prises par les pouvoirs publics et les campagnes d'information et de sensibilisation initiées sur la sécurité routière, les accidents de la route continuent de faire des victimes quasi-quotidiennement. Partant de ce constat alarmant, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a chargé le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, de tenir, dans les plus brefs délais, un Conseil interministériel consacré exclusivement à l'examen du fléau des accidents de la route. A

cet égard, le gouvernement est appelé à «proposer des mesures susceptibles de mettre fin à ces catastrophes qui ont pris des proportions inacceptables et intolérables, avec la hausse constante et préoccupante de sinistres sur nos routes, occasionnant des pertes humaines et matérielles et impactant la santé publique et l'intégrité du citoyen». En dépit également du durcissement des lois, le facteur humain demeure la première cause des drames routiers, en particulier dans les transports des voyageurs et les transports de marchandises, illustrés par deux accidents meurtriers survenus en l'espace de quelques jours seulement

ayant fait 17 morts et 79 blessés. Le premier a coûté la vie à 12 personnes et fait 46 blessés au niveau de la RN 03 reliant les communes d'Astil (El-Oued) et celle d'Oumach (Biskra), lorsque deux autocars sont entrés en collision. Le drame est dû à l'excès de vitesse, selon le directeur de la Protection civile à El-Oued, Ahmed Baoudji. Le second accident a eu lieu dans la wilaya de M'sila et a coûté la vie à 5 personnes et fait 33 blessés suite à une collision entre un camion et un bus de transport de voyageurs, suivie du renversement de ce bus sur la RN 08 au niveau de la commune et daïra d'Aïn Lahdjel. Meriem Benchaoua

49^e mardi du hirak

La mobilisation reste pacifique et intacte

Pour le 49^e mardi du hirak, des milliers d'étudiants rejoints par des citoyens ont effectué leur marche habituelle pour exiger le changement, la libération des détenus d'opinion et l'instauration d'un Etat libre et de droit...

Par **Thininene KHouchi**

Hier, encadrés par un important dispositif sécuritaire, des étudiants côte-à-côte avec les citoyens ont gagné la rue dans plusieurs villes du pays. A Alger, arborant l'emblème national et un nombre incalculable de pancartes, des étudiants venus des différentes universités de la capitale se sont rassemblés au niveau de la place des Martyrs avant de marcher vers le centre-ville. Lors de cette nouvelle marche, les manifestants ont exigé «la poursuite de la libération des détenus d'opinion», «oui pour une Algérie libre et démocratique», «oui pour un Etat civil et de droit». Pour la nouveauté de la journée d'hier, des pancartes dénonçant «l'exploitation du gaz du schiste» ont été, de surcroît, brandies par les manifestants lors de ce 49^e rendez-vous du hirak des étudiants. En effet, on pouvait lire sur les pancartes des marcheurs «non, non, non à l'extraction du



gaz de schiste au Sud algérien». «Oui à l'énergie solaire au Sud. Oui à l'agriculture au Sud, oui au changement pacifique du système». En outre, les manifestants ont appelé à une «Transition démocratique négociée» à la

«Réalisation de l'ouverture politique et de l'information», «La séparation des pouvoirs», «Réduction des prérogatives du président de la République», «L'amendement de la loi électorale», «La révision de toutes les lois

adoptées durant l'année 2019 par le gouvernement intérimaire» ainsi que «La poursuite de la lutte et le jugement des têtes de la corruption». Par ailleurs, ils ont scandé des slogans à travers lesquels ils ont réaffirmé leur «attachement à l'unité nationale», «à leur mouvement» scandant «makanch marche-arrière hata yetnahaw gaà» (pas de marche-arrière jusqu'au départ de tous). Enfin, la communauté universitaire et la société civile ont réitéré pour le 49^e rendez-vous, le maintien de la pression à Bejaïa et à Oran, autres villes du pays. A Béjaïa, le coup d'envoi de la marche a été donné au campus universitaire Abderrahmane-Mira, pour ensuite se diriger vers les rues de la ville par l'itinéraire habituel du hirak. Les marcheurs ont alors appelé à une «transition démocratique», «la libération des détenus d'opinion». Ils ont aussi exprimé leur opposition à l'extraction du gaz de schiste au Sud algérien.

T. K.

LA QUESTION DU JOUR

La raison du plus fort n'est jamais la meilleure

Suite de la page une

Il faut dire que sous le rapport judiciaire, lui aussi, Trump, est bien servi, avec le procès en destitution qui lui est fait en ce moment même, dont il se serait volontiers passé même si sa condamnation est peu probable. C'est peut-être cela aussi qui l'a déterminé à ne pas attendre que de nouvelles élections se tiennent en Israël, et que son interlocuteur préféré échappe et à la défaite politique et à la prison. Les Palestiniens se font maintenant un plaisir de dire tout haut que leurs droits légitimes sont bafoués par deux hommes l'un et l'autre peu recommandables, l'un menacé de destitution et l'autre de prison. Un contrat, qu'il soit du siècle ou non, mais dont il n'existe qu'une seule partie, celle-là même qui en a inspiré les termes, à l'évidence n'est qu'une plaisanterie. Les Israéliens voulaient depuis toujours annexer les colonies implantées de force en Cisjordanie. Il leur manquait pour cela une approbation, un feu vert, qui ait l'air de venir d'autres qu'eux-mêmes. C'est précisément ce que l'administration Trump a consenti à leur apporter. Et peu importe qu'elle n'ait aucune légitimité pour cela, du moment qu'elle est aux commandes de la plus grande puissance au monde. Le contrat du siècle, ce n'est rien d'autre que la reconnaissance par les Etats-Unis des colonies israéliennes en Cisjordanie. Trump n'avait pas besoin de faire semblant d'avoir un plan de paix à révéler au monde, un plan à ce point génial qu'il ne pouvait germer que dans un cerveau d'exception, celui de son gendre. Il n'avait qu'à reconnaître ces colonies israéliennes, comme il avait reconnu auparavant Jérusalem, tout Jérusalem, comme capitale d'Israël. Contrairement à ce qu'il semble à première vue, ce n'est pas tant Netanyahu qui a besoin de lui que lui de Netanyahu, bien qu'il soit vrai qu'ils ont partie liée. Pour annexer les colonies, Netanyahu n'a pas attendu le contrat du siècle. Alors que Trump a un besoin vital des voix des sionistes chrétiens, sans lesquelles il ne sera pas réélu.

M. H.

travail. La présidence de la Conférence du désarmement sera assurée, au cours de la session de 2020, successivement, par l'Algérie, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, le Bangladesh et le Belarus.

H. Y.

CNAS d'Alger

Service assuré le vendredi, dernier délai aux employeurs pour la déclaration annuelle des salaires

L'Agence de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de la wilaya d'Alger a annoncé qu'elle ouvrira ses portes le vendredi 31 janvier 2020, dernier délai, aux employeurs, pour la déclaration annuelle des salaires, au titre de l'exercice 2019, indique un communiqué de la CNAS d'Alger. Dans

le cadre d'une campagne de sensibilisation au profit des employeurs sur la déclaration annuelle des salaires et des salariés 2019, la CNAS ouvrira ses portes vendredi 31 janvier 2020, dernier délai pour la déclaration annuelle des salaires et des salariés 2019, précise la même source. La CNAS d'Alger appelle les

employeurs n'ayant pas encore déposé leurs dossiers pour une quelconque raison et n'ayant pas pu procéder à la télédéclaration via le portail électronique de la CNAS, à se rapprocher du siège de l'Agence, sis à 09 et 11 Avenue du 1^{er} Novembre-Alger, assurant que l'Agence a réuni toutes les conditions matérielles et humaines

nécessaires pour accueillir, vendredi, les employeurs. En vertu de l'article 14 de loi 14-83, tout employeur est tenu d'adresser, dans les trente jours qui suivent la fin de chaque année civile, à l'organisme compétent de sécurité sociale une déclaration nominative de salaires et de salariés.

M. L.

Aujourd'hui à Oran

Rencontre scientifique sur «l'agriculture intelligente»

Une rencontre scientifique dédiée à l'agriculture intelligente (smart farming) se tient aujourd'hui à Oran, à l'initiative de deux laboratoires de recherche de l'Université d'Oran-1 «Ahmed-Benbella», spécialisés notamment dans les bio-fertilisants et l'informatique avancée. Plus de 200 enseignants-chercheurs issus de différentes universités du pays sont attendus à cette manifestation scientifique

qui a pour but de «mettre en relief l'importance de la biotechnologie et de l'informatique dans le domaine agricole», a indiqué à l'APS le coprésident du comité d'organisation, P' Abdolkader Bekki. L'objectif de cette journée consiste en «l'information et la sensibilisation sur l'importance des recherches en biotechnologie et en informatique», a expliqué P' Bekki, également directeur du Laboratoire de biotechnologie

des rhizobiums et amélioration des plantes (LBRAP). L'idée, a-t-il expliqué, est de confronter les résultats des travaux de recherche menés dans ces deux spécialités (biotechnologie et informatique) à l'effet de mettre en œuvre des techniques d'exploitation intelligentes. Le «LBRAP» mise, dans ce cadre, sur la consolidation de son partenariat avec d'autres laboratoires de recherche à l'instar de celui

dédié aux Architectures parallèles, embarquées et du calcul intensif (LAPECI) et ce, pour développer des solutions innovantes à même d'améliorer le rendement des surfaces cultivées. Des compétences nationales établies à l'étranger participent également à cette rencontre soutenue par la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DG-RSDT), a-t-on souli-

Genève

Les efforts de la présidence algérienne de la Conférence du désarmement salués

Les efforts de la présidence algérienne de la Conférence du désarmement ont été salués, hier à Genève, par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, saluant l'esprit de coopération imprimé aux travaux de la Conférence sous le «leadership actif» de l'Algérie. Les travaux de la Conférence du désarmement se sont poursuivis à Genève, pour la deuxième semaine, sous la présidence de Rachid Belbaki, Ambassadeur,

Représentant permanent de l'Algérie à Genève. La réunion plénière organisée ce jour a été marquée par un message du Secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, prononcé par la Secrétaire générale de la Conférence et Directrice de l'Office des Nations unies à Genève, M^{me} Tatiana Valovaya. Saluant l'esprit de coopération imprimé aux travaux de la Conférence sous le «leadership actif» de l'Algérie pour ramener cette conférence à son objectif initial en 2020, M. Guterres s'est

dit «encouragé par le partenariat et la collaboration croissants entre les présidents de la Conférence». Les délégations ont également salué les efforts de la présidence algérienne et émis le vœu que la Conférence puisse parvenir à des résultats positifs cette année. La présidence algérienne de la Conférence du désarmement est entrée dans une phase active de consultations qu'elle mène, depuis l'entame des travaux de cette session, le 21 courant, auprès des délégations

et des groupes régionaux pour bâtir le consensus recherché depuis des années, afin de permettre à la Conférence de reprendre ses travaux en tant qu'unique instance multilatérale de négociation d'instruments internationaux dans le domaine du désarmement. A ce titre, plusieurs délégations ont apprécié le fait que les six présidents successifs de la session en cours ont abouti, sous la présidence de l'Algérie, à la présentation à la Conférence d'un projet commun de programme de

Au 23^e anniversaire de son assassinat

L'UGTA rend hommage à Abdelhak Benhamouda

■ Une cérémonie de recueillement a été organisée, hier, à Alger, à la mémoire de l'ancien secrétaire général de l'Union nationale des travailleurs algériens, Abdelhak Benhamouda, à l'occasion du 23^e anniversaire de son assassinat par des terroristes, le 28 janvier 1997 par des terroristes.

Par Samah N.

Organisée au siège de la Centrale syndicale, la cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général de l'UGTA, Salim Labatcha, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Amar Belhimer, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Ahmed Chawki Acheuk-Youcef, le conseiller à la présidence de la



P.H.A.D.R.

République, Abdelhafid Allahoum, le fils du regretté Abdelhak Benhamouda, ainsi que des représentants des sections syndicales de plusieurs entreprises nationales et d'asso-

ciations de la société civile. Intervenant lors de cette cérémonie, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a évoqué le parcours de cet «authentique militant qui s'est sacrifié pour la cause des travailleurs et l'intérêt du pays». A cette occasion, le ministre a renouvelé son engagement pour «la consolidation du dialogue social à tous les niveaux avec l'ensemble des partenaires sociaux sans exclusion, conformément au programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune».

De son côté, le secrétaire général de l'UGTA a qualifié le défunt de «héros de l'Algérie», soulignant que l'UGTA demeurera «fidèle au combat et aux idées de Benhamouda qui a toujours mis en avant l'intérêt suprême du pays pour lequel il s'est sacrifié».

Le regretté Abdelhak Benhamouda était l'un des membres fondateurs du Comité national de sauvegarde de l'Algérie (CNSA), créé après l'arrêt du processus électoral en 1992. Il a été assassiné par des terroristes le 28 janvier 1997 devant la Maison du peuple qui abrite le siège de l'UGTA.

S. N./APS

Préoccupations des citoyens

Les cadres des collectivités locales appelés à «prendre leurs responsabilités»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a mis l'accent, hier à Annaba, sur la nécessité pour les cadres des collectivités locales d'assumer leurs responsabilités en prenant en considération les préoccupations des citoyens, d'autant que l'argent est disponible. Présidant, au siège de la wilaya, l'installation de Djamel Eddine Brimi, le nouveau wali de Annaba, succédant à Toufik Mezhoud muté dans la wilaya de Batna, lors du dernier mouvement partiel effectué dans le corps des walis et des walis délégués par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, le ministre de

l'Intérieur a affirmé que «les représentants des collectivités locales, walis, chefs de daïra et élus locaux, doivent se pencher en priorité sur les questions urgentes ayant trait à la vie quotidienne des citoyens, à travers tout le territoire de la wilaya pas seulement dans les chefs-lieux». Il a souligné, à ce propos, la «nécessité de prêter attention aux préoccupations des citoyens en effectuant des sorties sur le terrain pour se confronter à la réalité et aux problèmes soulevés pour les résoudre et non pour se donner en spectacle», conviant les responsables locaux à «faire preuve d'équité dans la distribution des subventions et des logements». Après avoir fait état de l'existence de milliers de

projets non encore lancés malgré la disponibilité des investissements, M. Beldjoud a relevé, par ailleurs, la «nécessité de mettre en branle tous les projets urgents en lien direct avec le quotidien des citoyens». Et d'ajouter : «Le mouvement partiel effectué dans le corps des walis et des walis délégués s'inscrit dans le cadre des changements qu'a connus le pays dans la perspective de construire une nouvelle Algérie où prévaut la justice, le développement et la prospérité», assurant que «tout cela nécessite les efforts de tous les responsables à tous les niveaux, ainsi que les citoyens». Le ministre a indiqué, en outre, que «le président de la République, Abdelmadjid

Tebboune, a promis de visiter toutes les wilayas et même les mechtas afin de veiller à la prise en charge des préoccupations quotidiennes des citoyens», appelant dans ce même contexte les walis à accompagner le programme du président pour «construire une nouvelle Algérie». Faisant état de l'existence «d'autres programmes de développement qui se concrétiseront à moyen et long terme», le ministre a salué «la sécurité dont jouit l'Algérie grâce aux efforts fournis par l'Armée nationale populaire et de tous les corps de sécurité». De son côté, le nouveau wali de Annaba a fait savoir qu'il mettra à profit l'expérience acquise au fil des années dans le

domaine de la gestion et de l'administration au service du développement local, pour prendre en charge les préoccupations des citoyens, ainsi que la mise en œuvre des directives conformément au programme et aux orientations visant à construire une nouvelle Algérie. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire se rendra également à Constantine, où il présidera également l'installation de son nouveau wali, Ahmed Abdelhafid Sassi, qui succède à Abdessamie Saidoun, muté à Mostaganem lors du dernier mouvement partiel des walis et des walis délégués.

Salah B.

Ouargla

Plus de 6 800 mètres de câbles en cuivre du réseau téléphonique volés en 2019

Plus de 6 880 mètres linéaires de câbles en cuivre du réseau téléphonique ont été volés durant l'année 2019 à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris hier des services d'Algérie Télécom (AT). La région de Ouargla est la plus touchée par le phénomène avec un préjudice de 5 634 mètres de câbles volés, suivie de celles de Hassi-Messaoud (1 105 mètres) et Touggourt (150 m), a précisé le chargé de la communication à la Direction opérationnelle d'AT à Ouargla. Ces agressions sur le réseau téléphonique, en plus des pertes financières qu'elles induisent, entravent la bonne mise en œuvre du programme de développement annuel de

l'entreprise puisqu'elles contraignent à des investissements supplémentaires qui, au lieu d'aller consolider le développement du secteur, vont à la sub-

stitution des tronçons de câbles volés et la réhabilitation du réseau affecté, a expliqué Omar Thelib. Concernant le plan d'action annuel d'AT, la première

tranche de l'opération de rénovation et de modernisation des équipements techniques du réseau multiservices (MSAN) à travers les daïras de Ouargla,

N'goussa et Sidi-Khouiled a été finalisée, a-t-il fait savoir. L'opération en question se poursuivra durant l'année 2020 pour toucher d'autres zones d'habitation dans les régions de Ouargla et Touggourt, à l'effet d'améliorer les prestations et de remédier aux pannes récurrentes sur le réseau téléphonique, a ajouté M. Thelib. Le nombre d'abonnés au réseau téléphonique fixe dans la wilaya de Ouargla a atteint les 62 503 abonnés, tandis que celui des abonnés au réseau d'Internet de 4^e génération est estimé à 28 903 clients, contre 37 260 abonnés pour le réseau d'Internet à haut débit, selon les données de l'entreprise Algérie Télécom.

R. H.

Rencontre

Début à Alger des travaux du Forum d'affaires algéro-libyen

LES TRAVAUX du Forum d'affaires algéro-libyen ont débuté hier, à Alger avec la participation de plus de 300 opérateurs économiques des deux pays. Organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), les travaux de ce forum sont présidés par le ministre du Commerce, Kamel Rezig et les responsables de la CACI. Une cinquantaine d'opérateurs libyens prendront part aux travaux du ce forum d'affaires, dont des chefs d'entreprises spécialisées dans le commerce, les métiers de la construction, les finances, l'agriculture et l'énergie. Ce forum se veut un carrefour de rencontres et de mise en relation des hommes d'affaires et opérateurs économiques algériens avec leurs homologues libyens, en vue d'explorer les possibilités de partenariat entre les deux parties et les opportunités d'investissement offertes en Algérie. Lors de cette rencontre, il sera également question de l'examen des possibilités d'exportation des produits algériens vers la Libye, a-t-on indiqué. Le Forum des affaires algéro-libyen englobe ainsi la majorité des activités économiques, notamment l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, les produits agricoles et les cosmétiques.

Mahi Y.

Pétrole

Le panier de l'Opep débute la semaine à près de 62 dollars

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a débuté la semaine à 61,98 dollars, selon les données de l'Organisation publiées hier sur son site web.

Par Salem K.

L'ORB avait terminé la semaine écoulée à 62,52 dollars, a précisé la même source. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Lundi, le prix de l'or noir avaient terminé la séance à leur plus bas niveau depuis fin octobre. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars s'est établi à 59,32 dollars à Londres, en baisse de 2,3 % ou



1,37 dollar par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance, a perdu 1,9 %

PH.D.R. ou 1,05 dollar à 53,14 dollars. Ces prix ont été affectés par la propagation de l'épidémie de coronavirus et son impact sur la demande d'or noir en Chine et dans le monde. Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, également président de la Conférence de l'Opep, a indiqué lundi que l'Organisation suivait de près l'évolution des marchés pétroliers en conjonction avec l'évolution de la récente épidémie de coronavirus. Il a, dans ce cadre, affirmé que «l'Algérie se tient prête à prendre toutes les mesures qui seraient nécessaires pour assurer la stabilité du marché pétrolier, et ce, en collaboration avec les pays membres de l'Opep et les pays non-Opep signataires de la Déclaration de Coopération». L'Organisation tiendra deux réunions importantes à quelques jours du délai d'achèvement de l'accord de

limitation de la production fixé pour le 31 mars 2020. Ainsi, le Comité ministériel de suivi de l'accord Opep-non opep (JMMC) tiendra sa 18^e réunion le 5 mars prochain à Vienne. Ce Comité est composé de sept pays membres de l'Opep (Algérie, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'Opep (Russie et Kazakhstan). Cette réunion sera suivie de la rencontre ministérielle de l'Opep+. Il sera question d'examiner les évolutions du marché pétrolier et la possibilité de prolongation ou pas de l'accord de limitation de la production. Lors de sa dernière réunion, l'Opep+ avait porté sa réduction globale de la production à 1,7 million de barils/jour. Cet ajustement est entré en vigueur le début du mois en cours.

S. K.

Bourse

Wall Street en forte baisse avec les inquiétudes sur le virus chinois

La Bourse de New York a fini nettement dans le rouge, les investisseurs manifestant leur préoccupation grandissante face à la propagation du coronavirus et ses éventuelles conséquences sur la croissance mondiale. Son indice vedette, le Dow Jones Industrial Average, a cédé 1,57 % pour finir à 28 535,80 points. Le S&P 500, qui représente les 500 plus grandes entreprises de Wall Street, a lui aussi perdu 1,57 % à 3 243,63 points. Il s'agit de la plus lourde perte à la clôture pour les deux indices depuis octobre. Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a également reculé de 1,89 % à 9 139,31 points, enregistrant sa plus forte baisse depuis août. Le nouveau

virus venu de Chine avait déjà affecté la place new-yorkaise la semaine dernière, mais les craintes d'une propagation à grande échelle ont fait reculer Wall Street plus lourdement lundi. Au moins 80 personnes sont mortes en Chine après avoir été infectées par le nouveau coronavirus, selon un dernier bilan des autorités locales qui multiplie les mesures drastiques pour freiner la contagion tant à l'intérieur qu'en dehors du pays. «L'intensification du phénomène cause plus d'incertitudes», explique Art Hogan de National. «Cela me paraît logique, surtout parce que les secteurs qui pourraient être affectés par un ralentissement de l'économie mondiale

le sont ceux qui ont le plus souffert», poursuit l'expert. Les compagnies aériennes ont en effet accusé des pertes notables à Wall Street : American Airlines a chuté de 5,54 %, Delta de 3,37 % et United Airlines de 5,21 %. Les agences de voyage ont également pâti du renforcement du climat d'anxiété : Expedia a baissé de 2,73 %, Booking de 2,75 % et le spécialiste des croisières Carnival de 4,73 %. D'autres grands noms de la Bourse new-yorkaise, dont une partie importante de la production est basée en Chine, ont également vu leur action perdre du terrain, comme Apple (-2,94 %) et Nike (-1,75 %). Signe de l'intérêt des investisseurs pour les actifs

jugés moins risqués, le taux à 10 ans sur la dette américaine, qui avait déjà beaucoup baissé la semaine dernière, reculait encore, évoluant à 1,606 % vers 21h40 GMT contre 1,684 % à la clôture vendredi. Toutefois, selon M. Hogan, les acteurs du marché pourraient vite reporter leur attention sur la saison des résultats, alors que plusieurs grands noms de Wall Street, dont Apple, Amazon, Microsoft et Boeing, doivent faire état de leur bulletin de santé trimestriel cette semaine. Se livrant à cet exercice lundi, Arconic, le groupe américain né de la scission du géant de l'aluminium Alcoa, a grimpé de 5,36 % après avoir annoncé une bénéfice net de 309 millions de

dollars, en hausse de 42 %, au dernier trimestre 2019. Ces chiffres sont en-dessous des prévisions des analystes. Près de 18 % des entreprises du S&P 500 ont déjà publié leurs résultats trimestriels. Selon les estimations du cabinet Factset, les entreprises de l'indice élargi de Wall Street devraient afficher en moyenne un recul global de leur bénéfice par action de 1,96 % au 4^e trimestre. La semaine économique sera également marquée par la première réunion monétaire de l'année de la Réserve fédérale, qui doit s'achever aujourd'hui et à l'issue de laquelle la Fed devrait laisser ses taux en l'état.

Malek M./APS

Suisse

Excédent commercial de 37,3 milliards de francs en 2019

La Suisse a dégagé un excédent commercial de 37,3 milliards de francs suisses en 2019, a annoncé hier l'administration fédérale des douanes, grâce aux exportations qui ont continué de croître, bien qu'à un rythme moins soutenu que l'année précédente. Sur l'année écoulée, les exportations ont enregistré une hausse de 3,9 % en valeur nominale, pour se monter à 242,3 milliards de francs suisses (226,6 milliards d'euros), sous l'impulsion en particulier de la chimie et de la pharmacie, un secteur clé de l'économie suisse. Les importations se sont quant à elles accrues de 1,6 %, atteignant un pic à 205 milliards de francs suisses, ont détaillé les douanes dans un communiqué. Par comparaison, l'excédent commercial de la Suisse se montait à 31,4

milliards l'année précédente alors que les exportations avaient grimpé de 5,7 %. Les importations avaient elles augmenté de 8,7 %. «Malgré un climat d'incertitudes liées aux tensions commerciales et à la conjoncture mondiale, le com-

merce extérieur suisse a progressé en 2019, à un rythme ralenti toutefois», ont noté les douanes dans le communiqué. Le secteur de la chimie et de la pharmacie sont restés le fer de lance de l'économie suisse, les exportations dans ces secteurs

augmentant de 9,8 %, ont détaillé les douanes. Le secteur de l'horlogerie a quant à lui vu ses exportations s'étoffer de 2,4 %, marquant néanmoins un ralentissement par rapport aux 6,3 % de croissance enregistrés l'année précédente. Les expor-

tations avec l'Union européenne, le premier partenaire commercial de la Suisse, ont décollé, affichant une progression de 2,9 % en 2019, contre une hausse de 3,9 % l'année précédente.

A. Y.

Espagne

Le taux de chômage a reculé moins vite en 2019

L'ESPAGNE a vu son taux de chômage reculer à 13,78 % fin 2019, ce qui marque un ralentissement du rythme de réduction par rapport aux années précédentes, selon les chiffres publiés hier par l'Institut national de la statistique (INE). Le taux de chômage en Espagne reste le deuxième plus fort de la zone euro après celui de la Grèce. La baisse correspond à l'objectif fixé par le gouvernement (13,8 %). Fin 2018, le taux de chômage avait atteint 14,45 %. De fin 2018 à fin 2019, la baisse n'a donc représenté que 0,67 point de pourcentage alors qu'elle avait jusqu'ici dépassé les deux points de pourcentage tous les ans depuis 2014. L'Espagne a enregistré des statistiques de l'emploi en demi-teinte ces derniers mois. En septembre, elle avait ainsi connu son pire chiffre de créations d'emplois pour un mois de septembre depuis 2013. Malgré sa réduction, le taux de chômage en Espagne reste bien supérieur à la moyenne de la zone euro (7,5 % fin novembre selon les dernières données disponibles d'Eurostat). Fin décembre 2019, le nombre de chômeurs atteignait 3,19 millions de personnes, un nombre qui s'est réduit de 112 400 personnes en un an, selon l'INE. Par secteurs, le nombre de chômeurs a reculé dans l'industrie (-9 900) mais il est resté quasi stable dans les services (-900) et il a augmenté dans la construction (+16 400) et dans l'agriculture (+10 900). Le gouvernement prévoit une croissance du PIB de 2,1 % pour 2019. En 2013, au plus fort de la crise, le chômage avait frôlé les 27 % en Espagne.

R. E.

Tizi-Ouzou

Des mesures pour parachever les travaux de réhabilitation de trois hôtels publics

■ Des mesures ont été prises par le wali de Tizi-Ouzou, Mahmoud Djamaa, et le P-DG du groupe public Hôtellerie, tourisme et thermalisme (HTT), Lazhar Bounafaâ, pour l'achèvement des travaux de réhabilitation de trois hôtels publics et leur réception fin avril prochain.



Par Nassima A.

Les deux responsables qui avaient inspecté les travaux de réhabilitation et de modernisation des hôtels, Lalla Khedidja et Le

Belloua, au chef-lieu de wilaya, ainsi que l'auberge le Bracelet d'argent à Ath Yenni, lancé en 2017 et qui accusent un «énorme» retard, ont décidé de désengager, à partir de la semaine prochaine, certains travaux à la

charge de l'entreprise turque «Truva» pour les confier à d'autres entreprises afin de pouvoir réceptionner et remettre en service ces établissements hôteliers à partir de la prochaine saison estivale. Le wali qui a relevé

une «défaillance» de l'entreprise réalisatrice et le P-DG du Groupe (HTT), ont par ailleurs demandé l'élaboration, d'ici à jeudi prochain, d'un planning précis avec un engagement des livraisons qui sera notifié à toutes les parties concernées par ces opérations, au cabinet du wali et au ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Le directeur local du tourisme et de l'artisanat, Rachid Gheddouchi, a été, pour sa part, chargé par le wali d'assurer le suivi régulier des travaux au niveau des trois établissements hôteliers et de lui transmettre tous les dix jours un compte rendu sur l'avancement et la mise en exécution des engagements de chaque intervenant sur ces projets afin de s'assurer du respect des délais de livraison fixés pour fin avril prochain. Le PDG du groupe public HTT a

indiqué, au cours de cette visite, que l'entreprise Truva a été mise en demeure à trois reprises pour renforcer les trois chantiers. La représentante de cette entreprise s'était engagée sur place à livrer les trois projets dans un délai de trois mois. Le wali qui a exprimé son mécontentement vis-à-vis de cette entreprise et du bureau d'études chargé du suivi, a annoncé que ces deux organismes seront proposés au classement sur la liste noire en cas de non respect des délais. Les travaux de réhabilitation des hôtels Lalla Khedidja, Le Belloua et l'auberge Le Bracelet d'argent ont été lancés en 2017, selon la fiche technique de ces projets. En juillet 2019, l'entreprise réalisatrice s'était engagée à les livrer. Leur réception étant annoncée entre septembre et novembre derniers, rappelle-t-on. Le wali a également inspecté le chantier de réhabilitation et de modernisation de l'hôtel Amraoua, au chef-lieu de wilaya, où il a exprimé sa satisfaction quant à la cadence imprimé aux travaux. Une promesse pour l'achèvement des travaux de génie-civil en juillet prochain a été faite sur place par l'entreprise de réalisation qui a maintenu son engagement formulée en juillet 2019 de livrer ce projet fin 2020. En marge de sa visite de travail et d'inspection, le wali Mahmoud Djamaa et la délégation qui l'accompagne se sont recueillis sur la tombe de l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri à Taourirt Mimoun dans la commune d'Ath Yenni.

Samy T.

N. A./APS

Sétif

Stockage du surplus de la récolte de pomme de terre dans des chambres froides à Guellal

Les services de la Société de développement agricole de la commune de Guellal (sud de Sétif) ont lancé une opération visant à stocker le surplus de la récolte de pomme de terre dans des chambres froides, a-t-on appris de la directrice générale de cet établissement, Nassira Trabelsi.

«Cette opération, première du genre, intervient en application des directives du Groupe de valorisation des produits agricoles dans le cadre de la protection du producteur, du consommateur et cette production qualifiée cette année de record», a indiqué la même responsable. La protection du consumma-

teur permettra notamment d'éviter les pertes éventuelles et l'absorption du surplus de ce produit, cela après la réalisation d'une production saisonnière importante dans les wilayas de Ain Defla et de Bouira, selon la même source qui a ajouté que l'opération de stockage se fera également dans 2 autres points appartenant au même groupe implantés dans la wilaya de Tizi Ouzou et Bourguigua dans la région de Tipasa. «Le Groupe a acquis le surplus de pomme de terre auprès des agriculteurs lequel sera mis sur le marché en cas de perturbation à des prix raisonnables et stables», a-t-elle fait

savoir. Selon la même source, le stockage permettra également au consommateur de trouver ce produit de large consommation disponible à tout moment et de le protéger de la spéculation, tout en contribuant à la stabilité des prix et à l'encouragement des producteurs à poursuivre leur activité dans cette filière.

La capacité de stockage des chambres froides de la commune de Guellal, wilaya de Sétif, est estimée à 1 000 tonnes, a souligné M^{me} Trabelsi qui a indiqué que «l'opération de stockage est toujours en cours».

Souk Ahras

Distribution prochaine de 1 328 logements publics locatifs

Au total, 1 328 logements publics locatifs (LPL) seront distribués «dans les plus brefs délais» dans la ville de Souk Ahras, a indiqué le wali Lounès Bouzegza.

Dans une déclaration en marge de son inspection de la commission de daïra chargée d'étudier les dossiers des demandeurs de logement de type LPL et l'élaboration de la liste des bénéficiaires, le wali a indiqué que les travaux de construction sont terminés et qu'il ne restait que certains travaux d'aménagements extérieurs.

Le chef de l'exécutif local a exhorté les membres de la commission à accomplir leur travail «avec minutie et précision loin des considérations personnelles» en vue de l'élaboration de la liste des attributaires qui sera affichée «dans les tous prochains jours» dans le respect total du décret fixant les conditions d'accès à ce type de logement. Il a

encore précisé que ces 1 328 unités font partie d'un programme de 2 900 LPL retenus pour le chef-lieu de wilaya. Les services de la wilaya de Souk Ahras ont également demandé aux autorités centrales de bénéficier au titre du programme national portant sur la réalisation de 1,5 million de logements d'un quota 50

000 unités qui permettra de répondre à toutes les demande pour ce type de logements, a affirmé le wali.

De son côté, le chef de daïra de Souk Ahras, Abderrahmane Berriche a indiqué que les 14 903 dossiers de demandeurs de logements LPL ont tous été concernés par les enquêtes de

terrain qui se sont traduites par le rejet de 9 196 dossiers du fait que les demandeurs concernés ont déjà bénéficié d'un logement ou d'un terrain. Il a souligné que les 5 707 demandes retenues sont actuellement à l'étude, soit près de 38% du total des demandes déposées, précisant que la commission a examiné

1.700 dossiers et un nombre important d'agents de l'administration ont été mobilisés pour terminer rapidement l'examen des dossiers restants et afficher la liste des attributaires des 1 328 LPL.

N. O.

Constantine

Raccordement «en février prochain» de 2 150 logements au réseau de fibre optique

Au total, 2 150 logements relevant du programme de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), réalisés dans la nouvelle circonscription administrative Ali-Mendjeli (Constantine) seront raccordés «en février prochain» au service «Idoom fibre», a annoncé le directeur de wilaya de la poste, des télécommunications, des technologies et de la numérisation. Visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et la généralisation de cette technologie, cette opération s'inscrit dans le cadre

d'un programme de raccordement de près de 8 000 logements de la même formule à travers la localité d'Oued Hamimime (commune d'El Khroub) et la circonscription administrative Ali-Mendjeli, a indiqué Tayeb Ben Ennekhela. Le raccordement de ces logements a nécessité un délai de 3 mois pour le déploiement de plus de 10 km de fibre optique ainsi que pour l'aménagement du réseau souterrain et des chambres de distribution, a-t-on précisé. Les citoyens bénéficiaires du service «Idoom fibre», dont les

logements ont été dotés de la technologie FTTH (fiber to the home ou fibre optique jusqu'au domicile), disposeront d'un débit internet pouvant atteindre 100 mégabits/seconde «dans un délai de 20 jours», a assuré le même responsable. Pour rappel, près de 500 logements sociaux relevant du programme de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), réalisés dans l'unité de voisinage (UV) 20 de Ali-Mendjeli, ont été raccordés l'année dernière au réseau de fibre optique.

R. R.

Libye

Projet de résolution discuté au Conseil de sécurité de l'ONU

■ Le Conseil de sécurité de l'ONU discute d'un projet de résolution réclamant «un cessez-le-feu permanent» en Libye et demandant au Secrétaire général des propositions pour sa surveillance incluant «la possibilité de contributions d'organisations régionales», rapportent des correspondants de presse.

Par Sabiha O.

Une réunion du Conseil de sécurité sur la Libye est prévue aujourd'hui, mais plusieurs diplomates restent dubitatifs sur une adoption dès ce jour-là. Dans le document rédigé par le Royaume-Uni et faisant toujours l'objet de négociations, le Conseil «endosse» les conclusions du Sommet international tenu le 19 janvier à Berlin et «réclame une application totale par tous les Etats membres de l'embargo sur les armes» imposé en 2011. Il «demande à nouveau à tous les Etats membres de ne pas intervenir dans le conflit ou de prendre des mesures qui l'exacerbent».

Dimanche, une semaine après le Sommet de Berlin, la mission de l'ONU en Libye s'est plainte de «violations flagrantes et persistantes de l'embargo sur les armes» au profit des deux parties malgré les engagements pris en Allemagne. Le texte discuté au Conseil de sécurité réclame aux belligérants de «s'engager à un cessez-le-feu durable et permanent». Il évoque «une séparation des forces» et des «mesures de confiance» à définir par la commission militaire conjointe en gestation, formée de cinq membres issus du camp du maréchal Khalifa Haftar et de cinq membres représentant le Gouvernement d'union (GNA) basé à Tripoli. Les contributions d'organisations régionales à la surveillance d'un cessez-le-feu mentionnées dans le projet de résolution visent implicitement celles qui pourraient être apportées par l'Union européenne et par l'Union africaine.

Installation du Comité algérien de soutien et de fraternité avec le peuple libyen

Le Comité algérien de soutien et de fraternité avec le peuple libyen (CSFPL) a été installé au siège de l'Union du Maghreb



arabe (UMA) à Alger. Le Comité qui vise à «aplanir les divisions entre les frères libyens et amorcer une réconciliation nationale posant les fondements d'une Libye nouvelle», est présidé par le moudjahid Mohamed Taher Abdeslam, et compte parmi ses membres le professeur de droit public à l'université d'Alger, D'

Salah Hakimi, le président de l'association «Machaal Echahid», Mohamed Abbad, l'officier supérieur de l'ANP à la retraite Larbi Cherif Abdelhamid, l'historien Mohamed Lahcen Zghidi. L'installation dudit Comité intervient dans le cadre des efforts «visant à jeter les passerelles de communication et de solidarité

avec le peuple libyen frère et à réaliser une réconciliation nationale posant les fondements d'une Libye nouvelle, reposant sur l'unité de ses enfants, une Libye où tous les libyens jouissent de la sécurité et d'une vie décente», a indiqué le Comité dans un communiqué. Le Comité a ajouté, par ailleurs, que

son action s'inspirera «des principes algériens consacrés et enracinés dans ses traditions et sa diplomatie», exprimant son entière disposition à mener une action complémentaire pour atteindre les objectifs suprêmes communs et prometteurs.

S. O./APS

Sahara occidental

Conférence sur la situation et la lutte contre l'occupation marocaine

L'université espagnole Juan-Carlos a abrité lundi une Conférence sur la situation au Sahara occidental et la lutte contre l'occupation marocaine, où les participants ont abordé le rôle historique de l'Espagne dans cette occupation illégale qui dure depuis plus de 40 ans. Intitulée, «Sahara occidental : approche d'un conflit oublié», cette activité fait partie des actions organisées par les responsables du «Master des relations internationales» du campus de Madrid pour rapprocher les étudiants de l'un des conflits les plus longs du conti-

nent africain et du réseau d'intérêts internationaux qui empêchent le respect de la légalité internationale sur le territoire sous processus de décolonisation. La table des orateurs a été intégrée par Kheira Bulahi Bad, ministre sahraouie de la Santé publique, Isaias Barrenada, professeur à l'Université Complutense, et David Hernandez Martinez, de l'Université autonome de Madrid et membre des médias spécialisés sur les questions internationales «l'Ordre Mondial». M^{me} Bulahi a axé sa présentation sur le rôle actif des femmes dans la lutte du peuple sahraoui pour

l'autodétermination et l'indépendance. Après avoir fait une conceptualisation historique, de la colonisation espagnole à la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), M^{me} Bulahi a abordé la présence des femmes dans les différents secteurs pour consolider les institutions de l'Etat sahraoui, en plus de son rôle décisif dans la plus haute direction politique du Front Polisario. «La femme sahraouie a toujours bénéficié d'un espace privilégié au sein de la société, qu'elle a su préserver et défendre avec fierté», a-t-elle dit. «Seulement, ce n'est pas le cas dans les zones

occupées, les femmes sont victimes de toutes sortes d'agressions et de sévices de la part du régime d'occupation», a ajouté la ministre sahraouie. Pour sa part, le professeur en relations internationales de l'Université Complutense de Madrid, Isaias Barrenada, a centré sa présentation sur une comparaison entre le Timor oriental, le Sahara occidental et la Nouvelle-Calédonie. Barrenada a abordé dans un exercice intéressant la situation des trois territoires, les différences et les similitudes. L'auteur du livre «Sahara occidental 40 ans plus tard» a évoqué les intérêts politiques et économiques qui empêchent l'Espagne d'avoir une position courageuse et d'assumer son engagement dans un territoire encore sous sa responsabilité. L'Espagne veut être en première ligne mais «subit le chantage du Maroc. Cela l'empêche d'avoir une attitude cohérente et élevée, comme le Portugal au Timor oriental», a-t-il déclaré. La dernière présentation a été faite par David Herndez, chercheur de l'Atelier sur les études internationales méditerranéennes (TEIM) au Département des études arabes et islamiques, de l'Université autonome de Madrid, sous le titre «Implications géopolitiques et relations étrangères».

R. M.

Poste frontalier terrestre algéro-mauritanien de Tindouf Plus de 170 opérations d'exportation en 2019

Pas moins de 176 opérations d'exportation ont été effectuées durant l'année 2019 à travers le poste frontalier terrestre algéro-mauritanien «Chahid Mustapha-Benboulaïd» de Tindouf, a-t-on appris de la Direction régionale des Douanes algériennes (basée à Béchar). Les opérations d'exportation vers la Mauritanie ont porté notamment sur l'acheminement de plus de 5 041 tonnes de diverses marchandises, notamment les denrées alimentaires, les appareils électroménagers et les détergents, selon le bilan des Douanes algériennes rendu public lors de la célébration de la Journée mondiale des Douanes à la Maison de la culture de

Tindouf. Concernant la circulation des personnes, il est signalé, durant la même période et à travers ce poste frontalier, l'entrée de 2 040 personnes en territoire national, et la sortie de 1 845 personnes de différentes nationalités. Les services douaniers ont enregistré également, à travers ses subdivisions et inspections, 52 affaires de lutte contre le trafic de drogue, dont huit affaires à Tindouf, dix à Béchar, 25 dans la wilaya d'Adrar et neuf dans celle de Naâma, a fait savoir le directeur régional des Douanes de Béchar, Yacine Chehili. Ces actions, menées conjointement avec les services de l'Armée nationale populaire (ANP), se sont soldées par la

saisie de 1,8 tonne de kif traité, près de 14 000 unités de boissons alcoolisées, en sus d'armes à feu et de munitions. Pas moins de 272 affaires de lutte contre la contrebande ont aussi été traitées en 2019, avec des saisies de marchandises d'une valeur de 600 millions DA, ayant donné lieu à des amendes douanières de plus de 60 millions DA. Les services des douanes ont fait part, par ailleurs, de l'élaboration, dans le cadre de leur plan d'action, d'une étude portant réalisation de nouveaux postes de surveillance douanière à travers la bande frontalière.



Afghanistan

Record de bombes larguées par les troupes américaines en 2019

■ Les troupes américaines ont largué 7 423 bombes et autres munitions en Afghanistan en 2019, un record sur 10 ans, ont rapporté mardi des médias.

Par Rosa C.

Ce chiffre, en progression par rapport à l'an passé (7 362), est plus de sept fois supérieur au nombre d'engins lâchés sur l'Afghanistan en 2015 (947), selon des chiffres de l'US Air Force, relayés par les médias. Il est aussi près de 80% supérieur aux frappes menées en 2009 (4 147 bombes), en plein «surge» (hausse massive) des troupes américaines. La coalition internationale menée par les Etats-Unis a compté en 2010-2011 quelque 130 000 membres, dont 100 000 soldats américains, quand ces derniers ne sont plus que 13 000 à être déployés en Afghanistan aujourd'hui. Cette accélération des frappes aériennes américaines est intervenue sous la présidence de Donald Trump, alors que les Etats-Unis négocient avec les insurgés talibans afghans depuis plus d'un an un

accord visant à un retrait complet des troupes étrangères de l'Afghanistan en échange de contreparties sécuritaires des insurgés. Les opérations aériennes des forces américaines et afghanes ont tué au moins 579 civils sur les neuf premiers mois de 2019, avaient indiqué les Nations Unies en octobre dernier. L'ONU s'était inquiété d'une hausse continue de pertes civiles dans des opérations aériennes depuis 2014, avec les forces militaires internationales responsables d'une majorité des pertes civiles dans ce type d'incident depuis 2018». R. C.



PH. > D. R.

Espagne

Des indépendantistes catalans sortent de prison pour comparaître devant le Parlement régional

Six indépendantistes catalans condamnés à la prison pour tentative de faire sécession d'Espagne en 2017 sont sortis exceptionnellement de prison mardi pour comparaître devant une commission du parlement régional catalan. Ces anciens membres du gouvernement régional catalan de Carles Puigdemont qui s'est exilé en Belgique, dont son ancien numéro deux Oriol Junqueras, ont été accueillis par quelques dizaines de militants sous les

applaudissements et les cris de « liberté ». C'est la première fois que ces indépendantistes apparaissent publiquement depuis leur condamnation mi-octobre qui avait entraîné de nombreuses manifestations dont certaines ont dégénéré en violences. Le gouvernement régional catalan, qui dispose de larges compétences notamment en matière pénitentiaire, les a autorisés à sortir pour comparaître devant une commission d'enquête du parlement régional sur la mise sous tutelle de la région par Madrid en 2017 suite

à la tentative de sécession. Cette sortie temporaire de prison de ces dirigeants indépendantistes intervient sur fond de tensions entre les deux grands partis séparatistes, Ensemble pour la Catalogne (JxC) de Carles Puigdemont et Gauche républicaine de Catalogne (ERC) d'Oriol Junqueras, qui gouvernent ensemble la région. Ces tensions ont connu un point d'orgue lundi quand ERC a balayé les appels de JxC à ne pas obéir à la décision de justice privant le président catalan Quim Torra (JxC) de son mandat de

député régional. Dirigé par Junqueras depuis la prison, ERC a appuyé début janvier la reconduction au pouvoir du chef du gouvernement socialiste Pedro Sanchez en échange d'une négociation sur le «conflit politique» en Catalogne qui est vue d'un mauvais oeil par JxC. «Il n'y a pas plus indépendantiste que moi (...) De la même façon que nous sommes les champions de la cause de la république, nous sommes aussi les champions du dialogue», a déclaré M. Junqueras mardi devant le parlement catalan.



Commentaire

Corruption

Par Fouzia Mahmoudi

Alors qu'il a déjà été visé par de nombreuses enquêtes judiciaires et que son épouse et son fils aient eux mêmes été impliqués dans des affaires de corruption, Benyamin Netanyahu continue à diriger tranquillement l'État d'Israël assurant que les affaires qui le concernent finiront par s'écrouler. Le Premier ministre israélien a ainsi indiqué hier avoir retiré sa demande d'immunité au Parlement, une heure avant le début d'une session parlementaire qui devait porter sur cette requête. «J'ai informé le président du Parlement que je retirais ma demande d'immunité. Plus tard, j'anéantirai les allégations ridicules (...) formulées contre moi», a indiqué dans un communiqué le Premier ministre, inculpé pour corruption dans trois affaires. «Mais pour l'instant, je ne laisserai pas mes adversaires politiques utiliser ceci pour troubler la démarche historique que je mène», a ajouté Netanyahu. Le Premier ministre a été inculpé en novembre 2019 de corruption, malversations et abus de confiance dans trois affaires. Il avait demandé début janvier au Parlement (Knesset) de lui accorder une immunité au terme des prochaines législatives du 2 mars, misant sur sa victoire pour se protéger de la justice. Mais il ne dispose pas actuellement d'une majorité de soutiens à la Knesset et les partis d'opposition ont convaincu une majorité de députés d'examiner sa demande d'immunité avant les élections. Les députés devaient se réunir hier pour décider de la création d'un comité chargé d'examiner sa requête. Le Premier ministre clame, comme toujours, son innocence et se dit victime d'une «chasse aux sorcières» des services du ministère public et des médias. «Puisque je n'ai pas eu de procès équitable, puisque toutes les règles de la Knesset ont été bafouées (...), j'ai décidé de ne pas laisser ce jeu malsain continuer», a argué Netanyahu hier, qui par ailleurs n'apporte aucune preuve pour se disculper et préfère accuser encore et toujours la justice d'acharnement injustifié. Reste que les procédures de la justice débuteront prochainement et le Premier ministre israélien devra répondre des chefs d'accusation qui pèsent sur lui. Rien de nouveau toutefois, cela fait déjà des années que les médias israéliens ont mis à jour les nombreux méfaits de Netanyahu, qui malgré tout arrive toujours à se faire réélire, et qui devra finalement cette fois-ci faire face à la justice qui tranchera sur son sort. F. M.

Brexit

Ce qui va changer au 1^{er} février

Le Brexit interviendra vendredi à minuit, soit 1.317 jours après la décision des Britanniques de quitter l'Union européenne. Qu'est-ce qui va changer au 1^{er} février. Les échanges quotidiens entre le Royaume-Uni et l'UE vont continuer comme avant jusqu'à fin 2020. Pendant cette période de transition de 11 mois, Londres et Bruxelles vont négocier leur relation future. Quelques changements pratiques vont toutefois intervenir d'ici là. Vendredi à minuit (23h00 GMT), l'Union européenne va pour la première fois perdre un État membre, qui plus est l'un des plus grands et des plus riches pays du bloc. Avec le départ de 66 millions d'habitants, l'UE verra sa population passer à quelque 446 millions. Son territoire diminuera de 5,5%. Si jamais le Royaume-Uni décidait un jour de revenir, il devrait se soumettre à la procédure d'adhésion habituelle. A Bruxelles, le retrait de l'Union Jack devant le Parlement européen symbolisera un changement bien réel: le Royaume-Uni sort de l'UE et devient un «pays tiers». Plus aucun des 73 eurodéputés britanniques élus en mai ne siègera. 46 des sièges seront réservés pour de futurs États membres et 27 seront redistri-

bués. Londres n'aura plus le droit de présenter un candidat à un poste de commissaire européen. Il n'y avait déjà plus de représentant britannique dans l'exécutif européen, Boris Johnson ayant refusé d'en proposer un dans la nouvelle Commission. Le Premier ministre britannique ne sera plus invité aux sommets européens, pas plus que les membres du gouvernement n'assisteront aux réunions ministérielles. En tant que citoyens d'un pays étranger, les Britanniques ne pourront plus prétendre à des postes de fonctionnaires à Bruxelles. Nombre d'entre eux ont toutefois acquis une double nationalité afin de pouvoir rester. En revanche, le Royaume-Uni, deuxième contributeur net au budget de l'UE derrière l'Allemagne, continuera à payer jusqu'à la fin de la transition. Selon les Nations unies, environ 1,2 million de citoyens britanniques vivent dans un pays de l'UE, principalement en Espagne, Irlande, France, Allemagne et Italie. Selon l'office britannique des statistiques, 2,9 millions de ressortissants des 27 pays de l'UE vivent au Royaume-Uni, soit quelque 4,6% de la population. En vertu de l'accord de retrait, les expatriés installés de part et d'autre de la Manche

avant la fin de la période de transition conserveront leurs droits de résider et de travailler dans leur pays d'accueil. Les citoyens européens résidant au Royaume-Uni doivent s'enregistrer pour bénéficier de ces droits. Pour les Britanniques vivant dans l'UE, les procédures diffèrent d'un pays à l'autre. La liberté de circulation s'appliquera jusqu'à fin décembre 2020. Les détails des droits réciproques seront négociés après le Brexit. Le Royaume-Uni a déjà passé plusieurs années à négocier les termes de son départ avec la Task Force de la Commission européenne dirigée par Michel Barnier. Mais les négociations vont entrer dans une nouvelle phase après vendredi. Le Royaume-Uni restera toutefois soumis au droit de l'UE et à la Cour de justice de l'UE jusqu'à la fin de la transition. Michel Barnier est en discussions avec les États membres pour définir un mandat de négociation pour la relation future, en particulier au niveau commercial. A la différence de l'accord entre le Royaume-Uni et la Commission, ratifié par les États membres et le Parlement européen, l'accord commercial pourrait devoir être avalisé par plus de 30 parlements nationaux et régionaux.

Festival international du théâtre de Béjaïa

Une édition très réduite

■ Cinq pays seulement prennent part à la dixième édition du Festival international du théâtre de Béjaïa, alors que onze compagnies étrangères avaient confirmé leur participation quand l'évènement était prévu au mois d'octobre dernier. «C'est une édition qui sera allégée. Mais l'important est de marquer le coup et d'être au rendez-vous», a déclaré à la presse le chargé de communication du festival.

Par Abia Selles

La onzième édition du Festival international du théâtre de Béjaïa se tiendra finalement du 15 au 20 du mois de février prochain. Après plusieurs reports de date de l'évènement pour des raisons non claires, cette manifestation théâtrale sera loin des attentes de ses habitués, vu le programme annoncé par les organisateurs. D'abord, le nombre des pays participants s'est réduit de moitié. Après avoir eu la confirmation de participation de onze pays au mois d'octobre dernier, le commissariat du festival n'a pu avoir que cinq pays disponibles pour le mois de février. Il s'agit de troupes issues de France, Sénégal, Tunisie et d'Italie. «C'est une édition qui sera allégée. Mais l'important est de marquer le coup et d'être au rendez-vous», a indiqué le chargé de communication du festival, Boualem Chouali, qui dit miser sur le choix du commissariat d'associer des établissements scolaires à l'évènement proprement dit mais aussi à leur animation grâce à des conférences et ateliers d'initiation au conte.

Cette 10^e édition, inscrite sous le thème générique de «Femmes et enfance» sera aussi l'occasion de rendre un double hommage à Nabila Djahine, ancienne présidente de l'association «Tighri N'tmatouth» (Cri de femme), assassinée par les hordes terro-



Photo d'archive

ristes le 15 février 1995 à Tizi-Ouzou et à l'inénarrable comédien Omar Guendouz qui a «sévi» dans tous les registres artistiques et scéniques, au théâtre, à la télévision comme au cinéma depuis des décennies.

D'aucuns ont encore en

mémoire sa prestation dans «Babor Ghrek» de Slimane Benaissa, le commissaire actuel du festival, ou «Le mariage de Moussa», un long métrage de Tayeb Mefti, en plus de sitcoms du ramadhan.

Il est à noter que le Festival

international du théâtre de Béjaïa connaît depuis deux éditions un déficit financier selon ses organisateurs. «Nous n'avons reçu que 30 millions de dinars pour cette édition, dont la moitié a servi au remboursement des dettes de la dernière édition. Nous avons

donc été contraint de réduire le volume des activités», avait déclaré le commissaire aupa- ravant. Ce problème a influencé d'une façon remarquable la programmation ainsi que le nombre et la qualité des invités.

A. S.

Protection du patrimoine du M'zab

Célébration de cinq ans de travail

L'Office de la protection de la vallée du M'zab (OPVM-Ghardaïa), une institution chargée de protéger et de restaurer la grandeur d'un passé architectural glorieux et l'authenticité d'un savoir-faire inégalé dans les domaines culturel, urbanistique et social de la région, marque le 27 janvier courant son cinquantième anniversaire.

La réalité urbaine de la région du M'zab, caractérisée par un tissu urbain original et un héritage architectural précieux, à travers les ksour aux caractéristiques géométriques et architecturales atypiques, nécessitait la mise en place d'un instrument pour la préservation, la restauration et la valorisation de ce patrimoine culturel matériel et immatériel.

Pour parer à la décrépitude qui pèse sur ce précieux patrimoine architectural unique en son genre, les pouvoirs publics ont institué le 27 janvier 1970 un organisme appelé «Atelier de restauration de la vallée du M'zab» avant de devenir l'Office de la protection et préservation de la vallée du M'zab (OPVM).

Selon Kamel Ramdane, directeur de l'Office, cet organisme sous tutelle du ministère de la

Culture s'est fixé pour objectif de protéger et de promouvoir le patrimoine culturel matériel et immatériel, de créer des mécanismes à même de permettre sa préservation et son développement sur la base des études et des expériences réussies dans le domaine de la restauration et de la rénovation.

Durant ce cinquantenaire, l'OPVM a réussi à réhabiliter plus d'une soixantaine de monuments historiques dans la vallée du M'zab et les régions de Métili, Berriane, Guerrara, Daya Ben Dahoua et El-Meneia, a-t-il indiqué à l'APS, précisant que l'OPVM a contribué au classement comme patrimoine national de la vallée du M'zab en 1971, le Ksar de Métili en 1982, le Ksar de El-Meneia en 1985, et les Ksour de Berriane et Guerrara en 1998.

L'OPVM a également contribué au classement en 1982 de la vallée du M'zab comme patrimoine universel par l'Unesco.

Cet ensemble urbain riche en vestiges historiques, ses édifices et l'originalité de sa beauté, sont aujourd'hui autant de patrimoines et de supports civilisationnels à sauvegarder et réhabiliter pour les valoriser.

Le classement par l'Unesco

de cet espace urbanistique est l'aboutissement d'un long processus d'accumulation historique et d'actions ponctuelles de réhabilitation effectuées par les pouvoirs publics d'un côté et l'attachement de la population de la vallée du M'zab et autres acteurs locaux à leur patrimoine matériel, a souligné le directeur de l'OPVM.

La région de Ghardaïa avec l'ensemble de ses ksour conçus magistralement par les aïeux sous forme architecturale d'«amphithéâtre» épousant le site rocailleux, en tenant compte du climat et des concepts religieux, a pu garder sa structure urbaine durant plus de dix siècles avant de devenir un centre d'intérêt de l'organisme onusien, a soutenu le responsable.

L'architecture du M'zab, dont s'est inspiré Le Corbusier, ainsi que les ouvrages et systèmes hydrauliques ancestraux attirent annuellement de nombreux chercheurs et spécialistes en la matière, a soutenu M. Ramdane.

Ce patrimoine n'est pas uniquement historique et architectural, il est également culturel, artisanal et immatériel, et son classement comme patrimoine non-

dial constitue un atout supplémentaire pour le développement économique de la région basé sur le tourisme, a-t-il fait savoir.

La préservation de ce patrimoine et sa mise en valeur ont nécessité la réalisation de plus de 200 plans d'urbanisme, 539 levés topographiques, une trentaine d'études techniques ainsi que des opérations de restaurations.

Quelque 2 000 habitations traditionnelles dans les différents ksour de la vallée ont été restaurées et renforcées avec un traitement de façades ainsi que plus d'une vingtaine d'opérations de réhabilitation des tours de Guet et une vingtaine d'opérations de rénovation des Portes des ksour, en plus des opérations de réhabilitation de monuments funéraires, aires de prières, mosquées et remparts, le système de partage des eaux et les places de souk.

De même qu'un plan de protection et de sauvegarde du patrimoine rupestre des sites archéologiques de la région a été lancé ainsi qu'une application «play-store» sur smart-phones dédiée à la promotion des sites et monuments historiques de la vallée du M'zab.

AGEND'ART

Salle Ibn Zeydoun à 19h
30 janvier :

L'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec le ministère algérien de la Culture, organise un concert de rock flamenco avec l'artiste espagnol Nestor. Le prix du ticket d'entrée est fixé à 600 DA.

Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah
Jusqu'au 18 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Aïn Beïda).

Galerie Ifru Design
Jusqu'au 31 janvier :

Exposition «Homages» de l'artiste Abdelhalim Boukhalfa.

Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran
Mercredi 29 janvier à 18h30 :

Concert de rock flamenco avec l'artiste espagnol Nestor.

Musée d'art moderne d'Oran
Jusqu'au 2 février :

Exposition artistique collective avec la participation de 33 artistes plasticiens, à l'occasion du 37^e anniversaire de la fondation de l'Union nationale des arts de la culture (Unac).



Sports mécaniques

La FASM demande un cahier des charges pour l'organisation d'un rallye international

L'ORGANISATION d'un rallye international doit répondre à un cahier des charges et le respect des règles et lois de la République algérienne, a fait savoir la Fédération algérienne des sports mécaniques (FASM) lundi. «Toute organisation de rallye doit répondre aux mesures, comme c'est le cas dans tous les événements internationaux. La FASM encourage l'organisation de tels événements à la seule condition de respecter les règles et lois de la République algérienne», a indiqué la FASM dans un communiqué. Concernant l'organisation du rallye auto-moto «Touareg», la FASM a annoncé qu'elle «était en négociation avec

«AMA Event» qui représente ce rallye en Algérie et à laquelle elle a remis le cahier des charges à signer, un document indispensable pour la tenue de tout événement». «Ce cahier des charges défend les lois et intérêts de l'Algérie et des sports mécaniques», a-t-elle insisté, tout en précisant que «la FASM n'a à aucun moment empêché le rallye Touareg ou un autre rallye de se tenir en Algérie». Pour rappel, le Touareg est le deuxième plus grand Rallye au monde, après le Dakar. Il a été organisé en mars 2019 dans le désert algérien avec la participation de 250 pilotes dont vingt Algériens sur une distance de 1 500 km.

Karaté/Open de Paris 2020

Mesdoui estime que les résultats sont logiques

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de karaté-do, Slimane Mesdoui, a estimé que les résultats obtenus par les cinq athlètes algériens engagés à l'Open de Paris (24-26 janvier) sont «logiques» et reflètent le «manque de moyens». «Les résultats obtenus par les athlètes algériens à l'Open de Paris sont logiques vu le manque de moyens dont bénéficie notre discipline, même si nos athlètes avaient la possibilité de faire mieux», a déclaré Mesdoui. Les cinq athlètes algériens engagés à l'Open de Paris, à savoir, Lamia

Maatoub (-68 kg), Taleb Imene (-50 kg), Midi Chaïma (-61 kg), Wided Draou (-55 kg) et Hocine Daikhi (+84 kg), ont tous été éliminés dès les premiers tours de la compétition. Le meilleur résultat algérien a été obtenu par Midi Chaïma qui a pris la 7^e place de sa catégorie. «Le niveau international est en constante évolution, notamment au courant de l'année olympique. Nous avons encore l'espoir de voir Maatoub (12^e mondial) et Daikhi (11^e mondial) arracher une qualification aux Jeux olympiques 2020», a-t-il ajouté.

Lutte/Championnats d'Afrique-2020

392 athlètes présents à l'édition d'Alger

TROIS-CENT-QUATRE-VINGT-DOUZE athlètes représentant 23 pays dont l'Algérie, prendront part aux Championnats d'Afrique de lutte (cadets, juniors, seniors et féminine), prévus du 4 au 9 février à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, a-t-on appris lundi de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA). Organisé par la FALA sous le patronage du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), ce rendez-vous continental verra la présence du président de la branche africaine de l'Union mondiale de lutte (UWW-Afrique), le Marocain Fouad Meskout et du secrétaire général du Comité méditerranéen des luttes associées (CMLA), le Français Didier Sauvair. Les pays ayant confirmé leur participation au rendez-vous d'Alger sont le Nigeria (21 athlètes), le Soudan (07), la République centrafricaine (09), l'Égypte (73), Madagascar (03), le Maroc (37), la Côte d'Ivoire (06), la Namibie (08), la Tunisie (57), l'Afrique du Sud (39), la Guinée-Bissau (05), le Ghana (01), le Sénégal (12), la Sierra Leone (06), le Burundi (02), le Burkina Faso (01), le Kenya (04), le Bénin (02), l'Angola

(02), la Guinée (02), le Cameroun (02) et le Congo (03). L'Algérie sera représentée par 90 athlètes, toutes catégories confondues : cadets (20 athlètes), cadettes (10), juniors garçons (20), juniors filles (10), seniors messieurs (20) et seniors dames (10). Pour le Directeur technique national (DTN) à la FALA, Idriss Haoues, l'Algérie prendra part aux Championnats d'Afrique avec l'objectif de décrocher le maximum de podiums et d'essayer de faire mieux par rapport aux deux dernières éditions organisées à Port-Harcourt (Nigeria) et Hammamet (Tunisie). «L'Algérie a déjà organisé deux événements africains en 2011 et 2016 dans les catégories des cadets et juniors, mais cette fois-ci l'enjeu est de taille puisqu'il y aura les seniors, ce qui rend ce rendez-vous beaucoup plus important en matière d'organisation et de moyens mis en place», a précisé Haoues. Selon ce dernier, les lutteurs algériens seront présents à cet événement afin de décrocher des médailles dans toutes les catégories et représenter dignement les couleurs nationales.

JS Kabylie

Le Tunisien Zelfani devant un grand chantier

■ Le coach tunisien, Yamen Zelfani, a été nommé nouvel entraîneur de la JS Kabylie, en remplacement de Français Hubert Velud qui a été limogé par la direction du club.

Par Mahfoud M.

Zelfani intéressait le président Cherif Mellal avant même l'engagement du Français Velud, sachant que ce dernier a eu à diriger les Soudanais d'El Merikh et a réalisé des résultats satisfaisants, avant de rejoindre ensuite un club omanais. Zelfani avait même rencontré les formations de l'USMA et du MCA en coupes africaines avec El Merikh et les avaient toutes deux battues sur des scores larges, ce qui montre ses grandes aptitudes à diriger une formation de la trempe de la JSK. Il devrait arriver dans les prochaines heures pour prendre en main l'équipe et débiter sa mission à la tête de la barre technique. Il devrait ramener avec lui son staff, même si la direction souhaite garder l'actuel coach adjoint, Mourad Karouf. Pour ce qui est du dernier match de la Ligue des champions d'Afrique, on croit savoir que la direction du club a officiellement engagé l'Algéro-Tunisien, Oussama Derradji qui jouera face à l'ES Tunis. Il sera préféré à l'autre recrue du mercato, Boulahya, qui se contentera d'évoluer dans le championnat national. Toujours pour ce qui est de ce match face à l'Espérance, les joueurs souhai-



Le Tunisien aura du pain sur la planche

tent vraiment le remporter pour terminer cette compétition continentale sur une bonne note, surtout qu'ils savent que leurs supporters sont déçus des résultats négatifs enregistrés lors de ce mini-championnat. C'est donc plus une question de principe pour les poulains du duo Chay-Karouf qui ne veulent pas encore enregistrer un autre faux

pas, même s'ils savent que la victoire ne changera rien étant donné qu'ils sont déjà éliminés. Ce sera aussi l'occasion de bien préparer la phase retour qui attend l'équipe avec le premier match face au NAHD qu'il faudra bien préparer pour ne pas le rater.

M. M.

CAN-2021 (qualifications/ Gr.H) Algérie

Les Verts devront fixer le calendrier avant le 7 février

La Confédération africaine de football (CAF) a saisi les associations nationales pour communiquer les préférences des dates et des heures des coups d'envoi de la suite des rencontres, comptant pour les éliminatoires de la Coupe

d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun, et ce, au plus tard le 7 février 2020, a annoncé lundi la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Rappelons que deux journées des qualifications se sont déjà disputées sur l'ensemble de six. L'équipe natio-

nale, versée dans le groupe H, a remporté ses deux premiers matchs : à domicile face à la Zambie (5-0), et en déplacement contre le Botswana (1-0). «L'heure et le jour du match seront fixés par la CAF après consultation de la fédération hôte qui informera le secrétariat général de la CAF de ses préférences pour les dates et les heures du coup d'envoi des matchs», souligne la FAF. Cette nouvelle disposition fait suite à une décision du Comité exécutif de la CAF du 11 avril 2019. Elle est motivée par «la volonté d'améliorer l'exposition de cette compétition en proposant un calendrier cohérent, tout en prenant en considération les préférences communiquées par les fédérations hôtes, ainsi que les contraintes liées aux déplacements des équipes».

Calendrier de l'Algérie aux éliminatoires de la CAN-2021 :
3^e journée (25-28 mars 2020) : Algérie - Zimbabwe
4^e journée (28-31 mars 2020) : Zimbabwe - Algérie
5^e journée (3-9 juin 2020) : Zambie - Algérie
6^e et dernière journée (2-8 septembre 2020) : Algérie - Botswana

Coupe d'Angleterre (Manchester City)

Guardiola a voulu préserver Mahrez

L'AILIER international algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, a été remplacé dimanche par précaution, au début de la deuxième période face à Fulham (Div.2) 4-0, en 16^e de finale de la Coupe d'Angleterre de football, a affirmé le coach espagnol des «Cityzens», Pep Guardiola. «Mahrez a été touché lors d'un duel avec un joueur adverse, je n'ai pas voulu prendre de risques avec lui, sachant qu'on a un autre match important à disputer le week-end prochain face aux Spurs (Tottenham, ndr). Maintenant il va beaucoup mieux», a-t-il indiqué, cité lundi par la presse locale. Ayant enchaîné une autre titularisation, Mahrez a été cédé sa place à la

53^e minute de jeu à son coéquipier Raheem Sterling. Le capitaine de l'équipe nationale semble retrouver des couleurs, lui qui est devenu un titulaire régulier dans le dispositif du technicien catalan. Mahrez figure dans le Top 10 du classement des buteurs avec 7 réalisations, en compagnie d'Alli (Tottenham), Ayoze Pérez (Leicester), Grealish (Aston Villa), Maupay (Brighton), et Wilson (Bournemouth). Distancé provisoirement de 16 points par le leader Liverpool, Man City, détenteur du titre, se rendra dimanche prochain à Londres pour défier Tottenham de l'entraîneur José Mourinho (17h30), à l'occasion de la 25^e journée de Premier league.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Souk-Ahras

Le propriétaire d'un centre commercial en détention provisoire

LE JUGE d'instruction près le tribunal de Souk-Ahras a placé, lundi soir, un propriétaire d'un centre commercial situé dans la ville de Souk-Ahras en détention provisoire et 3 anciens directeurs des Domaines sous contrôle judiciaire, a révélé le procureur général près la cour de Souk-Ahras, Belkheir Merabet. Le propriétaire du centre commercial a été placé en détention provisoire pour «profit d'influence d'agents d'une institution publique pour la conclusion d'un acte administratif» et «vol et rédaction délibérée de décisions attestant des faits erronés», a précisé la même source à l'APS. Les 3 anciens directeurs des Domaines de Souk-Ahras ont été placés sous contrôle judiciaire pour «abus de fonction et refus d'accomplissement d'un travail en vue d'obtenir des indus avantages au profit d'autrui», «dilatation de l'argent public pour l'intérêt d'autrui», «utilisation de la fonction pour suspendre l'application d'une décision de justice et entraver volontairement son application», «rédaction volontaire de décisions erronées», et «négligence flagrante induisant une perte de l'argent public», a ajouté la même source. En plus des 3 anciens directeurs de wilaya des Domaines, 9 cadres de la même direction et le propriétaire d'un centre commercial situé au centre-ville de Souk-Ahras ont été présentés, lundi, dans le cadre de cette affaire, devant le juge d'instruction près le tribunal de Souk-Ahras pour corruption, selon la même source.

Younès G.

M'sila

Le président d'APC de Sidi Ameur et son prédécesseur placés sous contrôle judiciaire

LE JUGE d'instruction près le tribunal de Sidi Aïssa (wilaya de M'sila) a placé, lundi, sous contrôle judiciaire le président en exercice de l'APC de Sidi Ameur et son prédécesseur, ainsi que six autres élus de la même commune pour des faits liés à la corruption, a-t-on appris mardi de source judiciaire.

Les présidents de l'APC de Sidi Ameur et les élus concernés sont inculpés de plusieurs chefs d'accusation dont «abus de pouvoir», «dilatation de deniers

publics» et «trafic d'influence», a précisé la même source. Le juge d'instruction près le tribunal de Sidi Aïssa a entendu 32 personnes, entre témoins et accusés dans ces affaires liées à la corruption, au cours d'une audience qui a duré plus de 10 heures, a-t-on indiqué. Au total, 28 présidents d'Assemblées populaires communales de la wilaya de M'sila sont poursuivis en justice dans des affaires liées à la corruption, a-t-on rappelé.

Mahi B.

Ouargla

Trois ans de prison ferme pour apologie d'activités terroristes

UNE PEINE de trois années de prison ferme a été prononcée mardi par le tribunal criminel d'appel de Ouargla à l'encontre de M.M. (22 ans) pour «apologie d'activités terroristes».

L'affaire remonte, selon l'arrêt de renvoi, au mois d'août 2018, lorsque les services sécuritaires ont découvert sur les réseaux sociaux une vidéo appartenant à une organisation terroriste faisant l'apologie du terrorisme. L'enquête a révélé

que le mis en cause avait repris sur sa page Facebook cette vidéo subversive d'environ 36 minutes, faisant l'apologie du terrorisme et appelant à l'insurrection contre l'Etat. Le représentant du ministère public avait requis, du fait de la gravité des faits, une peine de 10 ans de prison ferme, assortie d'une amende de 500 000 DA.

Hani Y.

L'Algérie prête à faire face au coronavirus



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

La liste des 950 bénéficiaires de logements sociaux dévoilée aujourd'hui

■ La liste des 950 bénéficiaires des logements sociaux dans la commune de Tizi Ouzou sera affichée aujourd'hui au niveau de plusieurs sites, ont annoncé hier les services de la daïra.

Par Hamid M.

La liste tant attendue depuis plusieurs années sera dévoilée et affichée au niveau des sièges de la commune de Tizi-Ouzou, de la place de l'ancienne mairie des antennes de mairie de Boukhalifa, de la nouvelle ville et de l'ancienne ville. La liste sera également disponible sur la page officielle de la daïra de Tizi Ouzou. Les mêmes services affirment avoir établi la liste des bénéficiaires parmi les plus de 13 000 demandes dans le respect des critères et des conditions d'octroi du logement social. Des demandes de recours pourront être introduites puisque la liste ne sera définitive qu'une fois ces mêmes recours examinés. A

noter que ces logements sont implantés au niveau du nouveau pôle urbain de Oued Fali (sortie ouest de la ville de Tizi Ouzou). A rappeler qu'un premier quota de 752 logements sociaux avait été distribué en janvier 2019.

La police récupère 200 millions en bijoux dérobés chez une vieille dame

Les éléments de la 7^e sûreté urbaine de la ville de Tizi-Ouzou ont réussi au début de cette semaine à récupérer une importante quantité de bijoux dérobés d'un domicile d'une vieille femme, a indiqué hier la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué. «Suite à la plainte d'une vieille dame, demeurant à Tizi-Ouzou,

enregistrée le 26.01.2020, pour vol par effraction ayant ciblé son domicile, d'où le ou les auteur(s) ont dérobé des bijoux dont la valeur est estimée à environ 200 millions de centimes, les forces de police de la 7^e sûreté urbaine de Tizi-Ouzou, se sont immédiatement rendus sur les lieux du méfait et procédé aux constatations d'usage. Les recherches entreprises dans ce cadre ont permis en une heure de temps d'identifier et confondre l'auteur, âgé de 24 ans, et récupérer les bijoux volés», précise la même source.

H. M.

14^e édition

Inauguration du Salon de recrutement et de la formation

La 14^e édition du Salon de recrutement et de la formation a été inaugurée mardi au Palais des expositions à Alger, avec la participation d'une trentaine d'entreprises représentant plusieurs secteurs d'activités et quelque 40 écoles de formation. A cette occasion, le commissaire du Salon, Ali Belkhir, a indiqué que cette manifestation «s'adres-

se principalement aux demandeurs d'emploi et aux personnes souhaitant créer leurs propres entreprises, ainsi qu'à tous ceux parmi les diplômés universitaires qui veulent renforcer leurs compétences et leur savoir-faire par des cycles de formation complémentaires». Il a relevé que ce Salon qui s'étalera sur trois jours, se veut «un carrefour de

rencontres entre les entreprises et les administrations en quête de compétences et les jeunes à la recherche d'un emploi ou d'une formation». Il a expliqué que cet espace a pour but d'établir «un dialogue direct à travers des entretiens d'embauche et des contacts d'information», estimant qu'environ «25 000 visiteurs sont attendus d'ici à la fin

du Salon, dont une grande partie sont des demandeurs d'emploi et de formation de différents profils». Ce Salon intitulé «Carrefour de l'emploi et de la formation», représente également un espace de rencontres entre les organismes publics d'emploi, dont la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac), et les jeunes porteurs de projets, tout comme

il permettra aux jeunes de s'informer des mesures de financement des différents projets liés aux start-up et à la micro-entreprise. D'autre part, un espace sera réservé aux conférences thématiques et ateliers de conseil et d'information qui seront animés par des professionnels et experts dans le domaine de l'emploi. Tahar F.